

# Conférence de presse de M. François Mitterrand, Président de la République, à l'issue du sommet franco-britannique, notamment sur le conflit du Proche-Orient et sur la sécurité européenne, Paris, Palais de l'Élysée, vendredi 21 novembre 1986.

Mesdames et messieurs, nous venons de terminer la séance plénière de cette rencontre franco-britannique. Beaucoup de sujets ont été traités, ils avaient été élaborés, selon l'habitude de ce mode de rencontre, par les ministres responsables, essentiellement en la circonstance, messieurs les ministres des affaires étrangères, de la défense, de l'industrie et du commerce, de l'agriculture. Chaque dialogue particulier a abouti à un certain nombre de conclusions qui nous ont été soumises. On peut estimer, avant de rentrer dans le jeu des questions et des réponses, que d'une façon générale, mais très réelle et très concrète, les démarches britannique et française sont vraiment similaires sur de nombreux points, voire identiques. Autant dire que la part principale revient aux problèmes de défense, vue sous l'angle de la défense proprement dite, et de nos relations extérieures qui sont bien entendu complémentaires. Quelle stratégie, pourquoi faire, dans quel environnement, avec qui ?

- De ce point de vue, j'ai été très heureux de constater, comme je l'avais fait lors d'un récent voyage à Londres, à quel point les analyses britanniques et françaises sont proches, si elles ne sont pas semblables sur des problèmes aussi importants que celui du devenir des forces stratégiques nucléaires, de la façon dont il convient de traiter les forces intermédiaires, façon groupée avec les forces nucléaires à courte portée, des problèmes de contrôle et de vérification. Bref surtout au lendemain de Reykjavik, et tandis que les conversations entre les deux plus grandes puissances se poursuivent à Genève, nous avons un corps de doctrine, une démarche, une certaine allure qui nous permettent de nous sentir, je crois, plus proches que jamais.\

`LE PRESIDENT` Suite`

- Les ministres en question n'ont pas parlé que des relations Est - Ouest. Ils ont aussi parlé des problèmes proprement européens : la Communauté, le marché intérieur. Le ministre français des affaires européennes a attiré notre attention sur certains aspects budgétaires de la Communauté, sur les projets de recherche, sur les transports aériens.

- Il a été également question d'une stratégie en face du terrorisme. De même, l'on débattera à Londres, à l'initiative de Mme Thatcher, de questions touchant à la drogue, à certains problèmes d'immigration, des problèmes qui doivent être étudiés et si possible résolus dans le -cadre de la Communauté des Douze. Nous avons aussi des problèmes bilatéraux, j'en noterai un seul, celui de l'opération Transmanche qui continue dans d'excellentes conditions.

- Les ministres français de l'industrie et du commerce extérieur et le ministre britannique de l'industrie ont également poursuivi l'étude des problèmes qui leur sont soumis : le programme cadre-recherche-développement, la coopération technologique, Eurêka, les télécommunications, l'espace, le nucléaire, le contentieux Communauté européenne - Etats-Unis d'Amérique et donc la relation communautaire mais aussi la relation GATT, l'attitude à avoir à l'égard du Japon. Puis certains aspects bilatéraux : les difficultés ou au contraire les arrangements utiles à rechercher par exemple dans des domaines comme l'off shore pétrolier, le téléphone cellulaire, l'avion spatial à décollage vertical ainsi que l'aide, plutôt l'étude à faire pour examiner le sauvetage des

chantiers navals.\

`LE PRESIDENT` Suite`

- Les ministres de l'agriculture ont tout de même abordé les problèmes de l'heure dans le -cadre des grandes perspectives, spécialement de celle qui nous conduira au 1er janvier 1992, à la création du grand marché unique intérieur adopté par l'Assemblée nationale hier, comme vous le savez, à une large majorité, ce qui prouve une volonté nationale très ferme. Mais il y a les problèmes immédiats qu'il ne faut pas mésestimer lorsque l'on a la charge de ces choses. Le problème du mouton, par exemple : c'est un problème qui d'abord commande le sort de milliers d'éleveurs, et cela nous intéresse en France. Ce sont des gens qui travaillent, qui produisent et qui méritent de vivre. Il y a des problèmes parce que aujourd'hui, il y a des importations possibles à des prix naturellement beaucoup plus faibles et hors compétition, ce qui exigera un certain réexamen, une certaine forme de la façon d'aborder ce que l'on appelle les taux verts et certainement le règlement ovin. Et puis, il y a l'ensemble des discussions qui se développent toujours sur les régimes d'intervention, sur le marché laitier, sur l'emploi du beurre, sur le stockage, ce qui ramène à la discussion de fond. Comment régler le problème des surproductions ? Ce problème est posé d'une façon majeure, on ne pourra y échapper. Les thèses se développent, la conclusion est loin d'être obtenue. Quelles thèses ? Est-ce un problème strictement communautaire ? Est-ce un problème qui découle du traité commercial que représentent les conférences du GATT ? L'un et l'autre. Mais ce qui pourrait être adopté au sein de la Communauté n'est pas forcément similaire à ce qui peut être décidé au sein d'une conférence qui réunit près de 100 pays. Il y a là une très forte préoccupation française dans la mesure où la France considère que, et c'est une mesure essentielle, le traité de Rome doit être respecté et que l'agriculture en forme le pilier.

- Et puis, ceux qui disent - et on comprend leur raisonnement - qu'il est difficile d'aborder le temps qui vient si l'on veut développer les différents secteurs de l'Europe tout en ayant derrière soi ou avec soi une surproduction qui alourdit constamment notre budget, non seulement par les prix garantis mais aussi par les stockages. Le débat est là. Préserver le Traité de Rome, condition indispensable pour le développement de l'Europe et en même temps permettre aux finances de la Communauté de se développer. Cependant, il semble bien que nos deux pays en question soient d'accord finalement pour estimer qu'il n'y a pas à accroître la contribution par le moyen de la TVA des pays de l'Europe, en tout cas pas tant que le besoin n'en sera pas évident, en tout cas pas pour les deux années qui viennent.

- Voilà ce que j'ai pu retirer de ce que j'ai entendu, de ce à quoi j'ai participé pendant les quelques heures, depuis le moment où j'ai eu le plaisir de recevoir Mme Thatcher.\

`LE PRESIDENT` Suite`

- Je voudrais que Mme Thatcher, - après ce compte-rendu un peu factuel, un peu linéaire où j'ai à peine marqué les points forts exprimés par telle ou telle délégation, tiré des conclusions essentielles, la philosophie, le mouvement général - prenne donc la parole en la remerciant d'être venue nous voir avec plusieurs de ses ministres, aujourd'hui à Paris. Je crois pouvoir lui dire que non seulement, il nous a été très agréable de la recevoir mais aussi que la relation franco-britannique me paraît se dérouler aujourd'hui dans un climat plus harmonieux et avec une volonté d'aboutir plus forte que naguère.

- MADAME THATCHER.- Je voudrais tout d'abord, monsieur le Président, vous remercier, je voudrais remercier M. Chirac de votre hospitalité, et je voudrais vous dire combien nous avons été vraiment plus que désolés de l'assassinat si navrant de M. Georges Besse dont le service a été prononcé ce matin. Je vous présente ici nos condoléances.

- Je partage en effet, monsieur le Président, votre sentiment sur les relations entre la France et la Grande-Bretagne, c'est vrai que M. le Président de la République, M. Chirac et moi-même, nous nous sommes retrouvés plusieurs fois cette année. Vous êtes venu à Londres et M. Chirac, pour sa part, est venu me voir il y a quelques années puis nous nous sommes rencontrés au Sommet de Tokyo et enfin à La Haye. Si je dis tout cela, c'est pour souligner à votre intention à quel point nous avons des relations de travail très étroites. Elles ont évolué dans ce sens et tout cela est

reflété par le fait que nous avons des idées très parallèles en ce qui concerne la défense, les relations Est-Ouest et les questions européennes.

- Je ne ferai que quelques observations sur notre réunion d'aujourd'hui. Ce qui nous inquiète au premier chef, c'est les relations Est-Ouest et la maîtrise des armements. Vous savez que j'ai à cette occasion dit à Camp David que nous pensions qu'il fallait assurer l'existence de la dissuasion nucléaire qui nous est propre comme un élément de la stratégie globale. Il y a encore le SDI `IDS`. Nous avons vis-à-vis de ces questions vous et nous, des attitudes très parallèles je le répète puisque nous sommes deux nations nucléaires. J'ai beaucoup admiré ce qui a été dit par M. Raimond sur les relations Est-Ouest.

- Le Président et moi-même avons également discuté de la manière dont nous pourrions faire également intervenir éventuellement nos forces pour que cela soit un élément du processus de désarmement. Nous conservons les mêmes idées. Nous savons que nous ne pouvons pas ici parler de questions prises individuellement parce qu'il faut qu'il y ait un équilibre général à tout moment. S'il y a des disparités dans les forces classiques, encore faut-il aussi qu'elles fassent l'objet de négociations et là encore au moment de notre réunion des 5 et 6 décembre `Conseil européen à Londres`, le Président veillera à ce que nous parlions en particulier d'autres problèmes, comme ceux de la création d'emplois, la lutte contre le chômage, l'immigration, le problème posé par la drogue, et l'action contre le terrorisme.\

`Mme Thatcher ` Suite sur le terrorisme `

- Là nous avons pu observer que la coopération entre nos forces de sécurité de police s'est révélée très positive et j'ai remercié le Président de la coopération du service français pour permettre d'intercepter un certain nombre d'opérations qui étaient destinées à permettre l'envoi d'armes à des terroristes irlandais. J'ai aussi dit qu'il était important non seulement que nous nous soutenions l'un et l'autre lorsque l'un d'entre nous est en difficulté mais encore qu'il est important que nous ne nous coupions pas l'herbe sous le pied à l'autre et dans ce contexte nous étions d'accord pour qu'il faille certainement renforcer nos efforts pour assurer la recherche de la paix au Moyen-Orient. Rien n'est incompatible d'ailleurs dans la recherche de cet objectif et des actions qui pourraient être fermes à l'encontre de gouvernements qui auraient des faiblesses pour le terrorisme.

- J'ai insisté sur l'importance des conversations entre nos ministres de l'agriculture. Que ce soient les produits laitiers, que ce soient les bovins mais nous savons qu'il reste des problèmes assez délicats. Nous voyons qu'il y a des possibilités d'exportation qui provoquent certaines difficultés. Nous savons qu'il y a aussi le problème des surplus et du stockage. Je veux exprimer l'espoir qu'il n'y aura pas d'interruption dans les exportations en particulier de moutons vers la France.

- J'ai pu dire au Président de la République comme à M. Chirac que le Prince et la Princesse de Galles pour leur part, ont bien voulu accepter l'invitation du gouvernement français de venir en visite officielle en France en 1988, ce qui est évidemment un geste et j'ajouterai pour terminer que notre journée d'aujourd'hui a été parfaite.\

QUESTION.- Monsieur le Président, madame le Premier ministre, vous avez dit que dans la lutte contre le terrorisme il ne fallait pas couper l'herbe sous le pied de l'autre. Est-ce qu'au cours de vos conversations vous avez parlé des contacts de l'Amérique avec l'Iran. Pensez-vous que ces contacts auraient pu avoir pour effet de diminuer l'effet de votre lutte contre le terrorisme ?

- LE PRESIDENT.- Je dois dire que nous n'en avons pas parlé. Nous avons examiné le problème du terrorisme au travers de nos relations communautaires. Nous n'avons pas fait de considérations générales sur l'attitude des autres puissances.

- MADAME THATCHER.- Je confirme que nous n'avons absolument pas traité de ce problème.

- QUESTION.- Pourrais-je vous demander de parler de ceci : des deux côtés de l'Atlantique, on se demande beaucoup ce qu'il en est et de l'effet de ces contacts avec l'Iran, monsieur le Président de la République, madame le Premier ministre, est-ce que vous pensez, maintenant, je vous pose la question, que ces actions auraient pu avoir un effet négatif sur votre lutte contre le terrorisme ?

- LE PRESIDENT.- Ce n'était pas le sujet de la rencontre franco-britannique. Il me semble que ce dont vous parlez, c'est la relation entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Iran qui ne siégeaient pas au cours du travail qui nous a réunis depuis ce matin

au cours du travail qui nous a réunis depuis ce matin.

- MADAME THATCHER.- Le président des Etats-Unis m'a fait un rapport très complet, mais, par conséquent, nous devons maintenant laisser le soin de traiter de cette affaire aux Etats-Unis et en Iran.\

QUESTION.- Madame le Premier ministre, vous avez dit que vous songeriez à lancer une nouvelle initiative pour la paix au Moyen-Orient, au Proche-Orient, que vous en avez parlé avec le Président Mitterrand, eh bien, pourriez-vous nous donner des détails ? Quelles sont les idées que vous avez quant à cette initiative permettant d'atteindre la paix au Moyen-Orient ?

- MADAME THATCHER.- Bon, ce n'est pas d'une nouvelle initiative qu'il s'agit, nous essayons de faire des progrès. Comment avoir des initiatives nouvelles, quand on pense au Proche-Orient, puisque ce sont toujours les mêmes problèmes qui se posent. Ce sont les problèmes que nous connaissons de longue date, auxquels nous nous sommes attachés de longue date.

- Il est clair que des négociations sont indispensables entre le Roi Hussein et les Palestiniens d'une part, et Israël d'autre part. Mais la question qui revient toujours sur le tapis, comment la résoudre ? Quels sont les Palestiniens ou quels sont ceux qui peuvent dire représenter les Palestiniens ? Vous savez que nous avons sur l'OLP une opinion bien définie et que nous ne voulons leur parler que s'ils renoncent au terrorisme comme moyen d'action que s'ils reconnaissent les décisions prises aux Nations unies. C'est d'ailleurs le point de vue des Etats-Unis eux-mêmes. Par conséquent, s'il y a des Palestiniens qui représentent le peuple palestinien et qui acceptent ces préalables, alors nous pourrions leur parler. Or, c'est parce que cela n'a pas été le cas jusqu'à présent que l'on n'a pas pu faire plus de progrès. Et voilà le problème qui se pose et se repose, mais il y a un problème complémentaire et subsidiaire. On pense qu'il faut qu'il y ait, en effet, pour toutes les négociations une toile de fond internationale, que peut-elle être ? Il faut toujours aller de l'avant, c'est vrai, mais dans le sens des initiatives qui ont déjà été entamées. Mais depuis une année, nous n'en entendons plus parler.

- QUESTION.- Madame le Premier ministre, ce matin vous avez parlé, ou on a parlé du désir d'une défense commune européenne. Est-ce que vous en avez parlé ? Est-ce que vous pensez que l'on puisse faire des progrès dans ce sens et cela reste-t-il souhaitable ?

- MADAME THATCHER.- Je crois que quand nous parlons de défense, nous devons parler de défense du monde libre et naturellement là, il faut que des deux côtés de l'Atlantique on s'y attache. Et bien entendu cet objectif, c'est certainement dans le -cadre d'une défense de l'Europe dans le -cadre de l'OTAN que nous le recherchons. Naturellement, nous avons une position spécifique dans l'OTAN, parce que nous avons tous les deux des forces nucléaires indépendantes. On sait ce qu'il en est des forces françaises qui sont également à la disposition de l'OTAN. Ainsi nous ne disposons pas du soutien absolument sûr des Etats-Unis. Et, d'ailleurs, les Etats-Unis voient bien que l'Europe est son glacis, sa ligne avancée de défense et que, par conséquent, sa propre position dépend de ce qui se fera en Europe. Donc, il s'agit d'une position qui est propre à l'OTAN et si nous ne travaillons pas dans ce -cadre, je crains bien que nous ne mettions en cause le monde de la liberté et de la justice.\

QUESTION.- Monsieur le Président, c'est une question complémentaire à la question concernant le Proche-Orient. La France a manifesté un intérêt pour la proposition soviétique de réunir une conférence préparatoire pour une éventuelle conférence internationale au Proche-Orient. Et, à la suite de certaines rencontres que vous auriez eues avec des personnalités du Proche-Orient, on a dit que la France va faire des démarches auprès de la Communauté européenne pour encourager cette proposition, pour soutenir cette proposition soviétique. Est-ce que vous en avez parlé après votre rencontre avec le Premier ministre jordanien ?

- LE PRESIDENT.- A aucun moment la France n'a dit qu'elle soutiendrait la proposition soviétique. La France a estimé...

- QUESTION.- ... Est-ce que vous avez parlé aujourd'hui avec Mme Thatcher de cette proposition soviétique et quelle est la position de Mme Thatcher concernant ce sujet ?

- LE PRESIDENT.- Nous n'en avons pas parlé. Le problème du Proche-Orient est un problème brûlant qui, en effet, occupe nos esprits très souvent. L'objet de notre rencontre n'était pas celui-là. Mais puisque vous me posez la question, je tiens à vous dire quelle est ma propre pensée. J'ai

toujours préféré les négociations directes entre les protagonistes du Proche et du Moyen-Orient. J'ai toujours pensé que c'était la meilleure solution. Mais j'ai constaté après plus de cinq années, que cette démarche n'avait pas abouti. Il n'est donc pas raisonnable de s'entêter dans une voie sans issue. La France avait déjà évoqué l'hypothèse d'une intervention préparatoire des cinq membres permanents du Conseil de sécurité. Préparatoire, bien entendu, car aucune solution ne peut être acquise sans la participation et l'accord des pays directement intéressés. Et je l'ai proposé. Je dois dire que dans la première phase, je n'ai pas entendu l'Union soviétique m'approuver. Lors de son voyage à Paris, M. Gorbatchev - et cela s'est réitéré lors de ma rencontre avec lui à Moscou - a développé une idée proche, pas identique, mais qui va aussi vers une réunion internationale, d'un forum international pour traiter de ce sujet.

- Donc ce sont deux propositions qui se recoupent, qui, sur le principal objectif, sont si proches qu'on peut, en effet, en débattre. Surtout selon l'approche qui était d'abord française, à savoir une conférence internationale. Cela fait longtemps que c'est sur le tapis. Il s'agit d'élaborer la préparation d'une conférence fort difficile à tenir, à réunir, surtout à réussir, par le canal des cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité. L'intérêt en est évident. Cette formule a l'avantage de n'écarter personne et en même temps de rassembler les amitiés fort diverses et même souvent contradictoires.

- Voilà donc comment se présente la chose. Dire que la France s'est ralliée à la proposition soviétique n'est pas juste, n'est pas historiquement exact. Il se trouve que dans une large part, sur cette proposition, l'Union soviétique et la France se rencontrent. Voilà ce qu'il est juste de dire. Le reste est interprétatif et tendancieux.

- Si, à l'intérieur d'un forum de ce genre, se développent des conversations directes, c'est très bien. Peut-être que des démarches qui ne sont pas dissemblables pourraient-elles finalement se réunir ? Puisque nous sommes simplement un pays de bonne volonté qui n'entend pas trancher pour le compte d'autrui mais apporter sa contribution. Et, en l'occurrence, après une conversation que j'ai eue avec M. Gorbatchev à Moscou, nous avons pu estimer que nous étions d'accord sur ce minimum-là, indépendamment de tout ce qui avait précédé les différences sensibles d'appréciation qui sont les nôtres. Mais là s'arrête ma réponse.\

QUESTION.- Si j'entends bien, vous aurez parlé aussi du problème avec le Japon. Monsieur le Président, pourriez-vous expliquer un peu plus complètement ce dont vous avez parlé ?

- LE PRESIDENT.- C'est très, très simple. On trouve que le Japon ne fait pas absolument tout ce qu'il faudrait faire pour mettre à bas les barrières protectionnistes, pas tellement en ce qui concerne les règlements ou les lois, mais dans les usages. Nous pensons que de ce point de vue le Japon - qui est un grand pays, avec lequel nous entretenons d'excellentes relations - n'est pas aussi coopératif qu'il le pourrait ou qu'il le devrait. A mon avis c'est vite dit. Je suis sûr qu'en raison de l'intérêt que vous portez à cette question, vous pouvez immédiatement ajouter toute une série d'explications complémentaires.\

QUESTION.- Mme Thatcher, en rentrant de Washington où elle avait rencontré le Président américain, s'est déclarée rassurée quant à l'affaire de l'option zéro et du désarmement après Reykjavik. Est-ce que vous partagez aujourd'hui cet -état d'esprit ?

- MADAME THATCHER.- Nous avons, vous le savez, rédigé un communiqué après la réunion de Camp David qui est très, très précis. Ce communiqué dit exactement ce sur quoi nous sommes d'accord. Nous avons décidé d'un ordre de priorité relatif au désarmement, le désarmement d'abord pour les armes nucléaires intermédiaires, l'option zéro, à condition qu'il y ait vérification, contrôle et à condition aussi, que pour les missiles à courte portée, là où nous savons que l'URSS a une prépondérance, mais qui nous menacent également, il y ait aussi une vérification.

- Troisièmement, nous avons dit très clairement que nous voulons absolument voir interdire l'arme chimique et après vérification. Je pense que - vous savez que là-dessus, il y a eu également des dispositions proposées par le Président Reagan - la dissuasion nucléaire est essentielle pour la décision, que nous ne pouvons pas en voir les éléments pris individuellement. Il faut que tout cela soit pris comme un tout, et il faut que nous tenions compte de l'équilibre entre les différents éléments de la dissuasion, armes classiques comme armes nucléaires. Nous

avons également indiqué que nous étions tombés d'accord pour que le Trident qui serait modernisé reste l'élément essentiel du bouclier de dissuasion britannique et nous avons décidé que les Etats-Unis moderniseraient leurs propres missiles stratégiques dans et avec le Trident. Alors, si vous me demandez si je suis d'accord avec cela, oui.\

QUESTION.- Est-ce que le Président Mitterrand peut aussi répondre à cette question, qui était, est-ce que Mme Thatcher est revenue rassurée de Camp David, est-ce que vous êtes aussi rassuré après que Mme Thatcher vous ait dit la teneur de ses entretiens avec le Président Reagan ?

- LE PRESIDENT.- Ce n'est pas dans ces termes, moi, que je raisonne. Je n'ai pas rencontré M. Reagan depuis ces événements. Quand j'aurai l'occasion d'en parler avec lui, je vous dirai ce que j'en pense. Mme Thatcher m'a, en effet, relaté l'essentiel de ses réflexions et de ses réactions après cette entrevue. Moi, je m'en tiens strictement à la position française. Ce qui m'intéresse, ce qui m'importe, c'est ce que l'on veut faire. Et ce que l'on veut faire, Mme Thatcher vient d'en définir la ligne essentielle.

- Il n'est pas possible de réduire les forces intermédiaires ni de les supprimer, sans englober dans cette négociation, dite "option zéro", un certain nombre d'éléments qui généralement n'y figurent pas. C'est-à-dire tout ce qui est nucléaire au-dessous du stratégique, car même l'élément nucléaire le plus relatif représente une force de destruction considérable. On ne peut donc pas séparer les armes de courte portée des armes de portée moyenne. Ces définitions, le vocabulaire employé, je le répète sans cesse, sont très artificiels. C'est tout à fait compréhensible lorsqu'on aborde le problème du point de vue soviétique et américain car entre ces deux pays il y a soit l'Atlantique, soit le Pacifique. Je considère donc comme stratégique ce qui va d'un pays à l'autre, comme intermédiaire ce qui ne peut pas y aller directement (ce qui se déroule donc sur le continent européen) et comme tactique ou à courte portée ce qui est encore plus bref. 4000 ou 4500 kilomètres dans le premier cas, pour que les deux pays s'atteignent et 300 kilomètres pour la courte portée. Mais pour des Européens, pour la région qui serait frappée, pour les individus qui périraient, je vous garantis qu'ils ne s'interrogeront pas - ils n'auront pas beaucoup de temps pour le faire - sur la définition stratégique, intermédiaire, préstratégique, tactique ou de courte portée de l'engin qui les tue. Pour nous, c'est pareil. Nous ne pouvons donc pas nous enfermer dans un vocabulaire qui tient strictement à la notion de distance. Nous avons à nous en tenir, nous, à une notion de puissance ou de capacité destructive, et quelle qu'elle soit en raison de l'exiguïté du territoire européen, cette arme est meurtrière pour nos populations. Nous l'abordons donc dans le même -état d'esprit.\

` Suite sur le désarmement et la sécurité européenne `

- Nous sommes prêts à faire une distinction bien entendu, car il faut bien des catégories pour parvenir à mener à bien une discussion. On peut considérer d'un côté le stratégique. C'est grosso modo ce qui est loin - cela c'est la définition américaine et soviétique - ce qui peut donc traverser les océans ou bien ce qui, sans traverser les océans, échappe à la définition continentale de l'Europe : essentiellement les sous-marins qui peuvent naviguer au fond des océans jusqu'à 4500 kilomètres de leur objectif, qui sont mobiles par définition, invisibles et donc peuvent apparaître et en tout cas tirer - je dirai presque, en grossissant mon propos - de quelque point du globe que ce soit. On peut dire, puisqu'après tout aucune académie n'a tranché ces définitions, que cela est stratégique.

- Ce qui est strictement limité à l'Europe, les coups que pourraient échanger des pays européens entre eux, du sol au sol, de l'air au sol, concerne de petites distances. Moins de 3000 kilomètres, parfois même pas plus de 300. Il n'y a que 200 kilomètres entre la frontière des deux Allemagne et le saillant de Thuringe. Si l'on regarde vers les territoires de l'Est, la jonction entre l'Italie, l'Autriche et les Balkans, on observe toujours des distances très réduites. Dans des situations de ce type, toutes les armes dont nous parlons, selon l'endroit où elles sont postées - mais on peut les poster dans beaucoup d'endroits - ont toutes un effet qui signifie indéniablement l'engagement dans une guerre nucléaire.

- Répétons que nous devons être assez prudents pour exiger des précautions extrêmes avant de pouvoir dire que nous renonçons à telle ou telle de ces armes, tandis que nous n'aurions pas l'assurance que l'on y a renoncé d'autre part, soit en théorie par un accord, soit en pratique parce

l'assurance que l'on y a renoncé d'autre part, soit en théorie par un accord, soit en pratique parce que dans ce cas-là il faut vérifier et ne pas négliger tel ou tel type d'armement qui correspondrait à une force nucléaire. Voilà ce qui commande notre raisonnement, voilà ce que j'entends vous répondre madame. Donc, je suis tout à fait d'accord avec l'analyse de Mme Thatcher dès que l'on a précisé ces façons de voir.\

QUESTION.- Monsieur le Président, ces préoccupations européennes que vous venez de développer, les observateurs qui étaient à Reykjavik ont eu l'impression qu'elles étaient un peu loin, on a dit parfois un peu oubliées, que les propositions faites de part et d'autre passaient au propre et au figuré souvent un peu par-dessus nos têtes. Alors, ces préoccupations européennes, celles de la France, celles de la Grande-Bretagne et celles de l'Europe en général comment faire pour qu'elles soient mieux prises en compte par les très grands partenaires ?

- LE PRESIDENT.- J'éviterai les commentaires négatifs, ce n'est pas utile. J'emploierai des arguments positifs en disant tout simplement que la prochaine fois si jamais on va aussi loin dans la négociation il sera nécessaire qu'une concertation préalable, prolongée et approfondie permette à tous les pays en cause de s'exprimer - non pas comme partenaire de la négociation, ils n'y prétendent pas et même mon pays ne le souhaite pas dans l'état présent des choses - mais en tant que concertation nécessaire au moins entre les pays de l'Alliance `Alliance atlantique` à laquelle nous appartenons. C'est le seul enseignement que j'en tire.\

QUESTION.- Madame, je viens du Liban, dans votre lutte contre le terrorisme avez-vous l'impression, le sentiment que la Grande-Bretagne et la France sont sur la même longueur d'ondes en ce qui concerne leurs relations avec la Syrie ?

- MADAME THATCHER.- Nous avons vu en effet les bonnes relations de l'un des deux pays avec la Syrie mais vous avez observé que tous les membres de la Communauté européenne nous ont soutenus en ce qui concerne les mesures que nous avons proposées vis-à-vis de la Syrie et quand je dis tout le monde, j'y inclus bien sûr la France. La première réunion n'avait pas conclu parce que d'autres pays européens ne connaissaient pas les détails des preuves que nous avons pu rassembler mais lors de la deuxième réunion ils ont pu en tenir compte et ont décidé un certain nombre d'actions, ce qui a prouvé certainement une unité d'action contre le terrorisme. La France n'a que trop de motifs de connaître les effets du terrorisme. Beaucoup d'autres pays européens aussi, nous ne savons pas où tombera le prochain coup, où sautera la prochaine bombe et nous sommes heureux de voir que tout le monde maintenant pense que nous devons travailler en coopération, chose que nous faisons maintenant à un niveau inconnu dans le passé.\

QUESTION.- Etes-vous arrivé à un accord en ce qui concerne les exportations de moutons vers la France et si ce n'était pas le cas pourquoi pas ?

- MADAME THATCHER.- Parce qu'il se trouve que nous n'étions pas réunis pour traiter de cela, c'est une question qui est du ressort des ministres de l'agriculture, ils en traiteront sans nul doute de la façon la plus efficace.

- LE PRESIDENT.- Ils en ont parlé mais nous avons pensé qu'ils pourraient en reparler.

- QUESTION.- Madame le Premier ministre, vous avez dit je crois que vous avez parlé des problèmes de santé, le SIDA en particulier ?

- MADAME THATCHER.- Oui, j'avais dit que nous en reparlerions dans le -cadre du Conseil `Conseil européen des 5 et 6 décembre`. Nous ne pouvons pas maintenant parler des problèmes de la drogue par exemple sans discuter dans le même temps des problèmes posés par le SIDA mais il est vrai que nous sommes aujourd'hui très préoccupés en Grande-Bretagne, ailleurs aussi. Nous essayons de trouver des mesures de prévention surtout par le moyen de l'éducation. Nous essayons que la télévision, la presse nous y aident. Nous préparons des documents, nous essayons d'obtenir que tout un chacun soit conscient de ce problème. C'est essentiellement un problème de prévention puisque l'on ne connaît pas encore de méthode sûre pour guérir le SIDA, mais nous en reparlerons quand nous parlerons de la drogue au Conseil européen.\

QUESTION.- Monsieur le Président est-ce que vous avez parlé du débat aux Nations unies, sur l'Argentine et la situation actuelle entre l'Angleterre et l'Argentine ? Est-ce que vous avez confié à Mme Thatcher comment la France va voter ?

- LE PRESIDENT.- Oui, bien entendu ce n'est pas du tout un mystère. La France souhaite

renouveler son vote de l'an dernier. La Grande-Bretagne souhaiterait que la France soutînt sa position ou du moins s'abstînt. La France serait prête à voter un amendement qui permettrait de prendre en compte certaines des observations britanniques. Si cet amendement ou si des amendements sur lesquels on se mettrait d'accord n'étaient pas déposés, il est probable que la Grande-Bretagne et la France prendraient des dispositions différentes, ce qui est en effet un problème entre nous.\